



---

*Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 Email bsc@arc.sn*

---

# **REPUBLIQUE DU SENEGAL**

## **AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)**

### **MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE DIRECTION DES PARCS NATIONAUX (D.P.N)**

#### **REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2013**

#### **RAPPORT FINAL (juillet 2015)**



---

Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

---

Dakar, le 31 juillet 2015

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par la Direction des Parcs Nationaux (DPN) du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par les décrets 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Direction des Parcs Nationaux (DPN) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IIA) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après:

## 1. Réserves

- a) l'examen de la procédure d'appel d'offres ouvert N° DPN/ 2013/05/F portant sélection d'un prestataire pour **la fourniture de six (06) véhicules pick-up 4x4 simple cabine destinés au Parc National du Niokolo Koba**, attribué à la **Société EMG UNIVERSAL AUTO**, pour un montant de **137 700 000 F CFA HT/HD**, a permis de noter les non conformités ci-après :

- le tableau récapitulatif de contrôle de la conformité des pièces administratives annexé au procès-verbal d'ouverture des plis ne donne pas d'indications sur les dates d'expiration desdites pièces ; la Commission des Marchés s'est tout juste limitée à indiquer la conformité ou non des pièces fournies par les soumissionnaires. En l'absence des dates ci-avant mentionnées, il est difficile d'apprécier, sur la base des seules informations consignées dans le procès-verbal d'ouverture, la pertinence ou non de la demande de renouvellement de certaines pièces, formulée par la Commission des Marchés. Sous ce rapport, il y'a lieu de noter que les conditions de vérification de la validité des pièces administratives et autres informations requises aux termes des articles 43 et 44 du CMP, sont précisées dans l'article 45 du CMP.

- l'offre de CCBM a été rejetée à tort par la Commission des Marchés, au motif que ce soumissionnaire n'a pas complété les pièces administratives manquantes, au terme du délai de sept (7) jours qui avait été accordé aux candidats pour compléter lesdites pièces. Quand bien même l'Autorité Contractante est fondée à fixer un délai pour la régularisation des pièces administratives, elle est tenue d'en tenir compte dès lors que ces dernières ont été produites pendant la période impartie à la Commission des Marchés pour l'attribution du marché, conformément aux dispositions de l'article 44-3 du CMP.

- b) l'examen de la procédure d'appel d'offres ouvert N° DPN/ 2013/01/F portant sélection d'un prestataire pour **la fourniture de pièces détachées, de lubrifiants et de pneumatiques au profit de la Direction des Parcs Nationaux**, attribué à la **Société KEUR MAME DIARRA**, pour un montant de **14.306.260 F CFA HT/HD**, a permis de noter les mêmes non-conformités que celles évoquées au point a) ci-avant.

- c) l'examen de la procédure d'appel d'offres ouvert N° DPN/2013/04/F portant sélection d'un prestataire pour **la fourniture de véhicules en trois (03) lots distincts et indivisibles**, attribué à la Société **CFAO MOTORS SENEGAL** (Lot N° 2 - 02 véhicules double cabine 4x4 ) et à la société **EMG UNIVERSAL AUTO** (Lot N° 3- 01 camion de transport des troupes), pour les montants respectifs de **25 600 000 F HT/HD** et **29 400 000 F CFA HT/HD**, a permis de noter les non-conformités ci-après:

- le lot N°1 portant sur l'acquisition de 06 véhicules de type mono-cabine 4x4 châssis haut, a été déclaré infructueux au motif qu'il y'avait, de l'avis de la Commission des Marchés, une incohérence entre la cylindrée de 4 500 cc, requise dans le DAO et la puissance fiscale de 12 CV, autorisée par la Commission de Contrôle des Véhicules Administratifs (CCVA). Sous ce rapport, il convient de noter que le dossier de marché ne comprend pas l'avis de la DCMP qui doit être requis, conformément aux dispositions de l'article 64-1 du CMP, pour déclarer le lot

infructueux. Il s'y ajoute que cette décision qui retarde la mise en œuvre du PPM, résulte d'une mauvaise préparation du DAO ; un achat bien préparé est une condition de l'efficacité de la dépense publique.

**d)** l'examen de la procédure d'appel d'offres ouvert N° F- DPN- 02 portant sélection d'un prestataire pour **la fourniture de matériel de communication**, attribué à la **Société ARMURERIE DAKAROISE**, pour un montant de **19 725 000 F CFA HT/HD**, a permis de noter les non-conformités ci-après :

- le suivi des interactions entre la DPN et la DCMP a permis de relever que cette acquisition ne figurait pas dans le Plan de Passation des Marchés validé par l'organe de contrôle a priori des marchés publics. Cette méconnaissance, par l'Autorité Contractante, des prérequis pour lancer un appel d'offres, a été la source d'un retard de trois mois dans la mise en œuvre de cette procédure (la première demande d'avis de non-objection date du 6 mars 2013 et l'avis-de non-objection n'a été délivré que le 7 juin 2013 et la réception des fournitures a eu lieu en novembre 2013, soit neuf mois après le lancement de la procédure).
- le justificatif de la transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires, n'est pas classé dans le dossier de marché mis à notre disposition ; l'autorité contractante doit se conformer aux dispositions de l'article 67.4 du CMP et veiller à classer les supports de transmission dans le dossier de marché ;
- un important retard a été noté entre la notification du marché et la date de publication de l'avis d'attribution définitive ; aux termes de l'article 85 du CMP, l'avis d'attribution définitive doit être publié dans les quinze jours qui suivent la notification du marché.

**e)** l'examen de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix N° 14, relative à **la fourniture de cartes de recharges pour téléphone satellitaire au profit du Parc National de Niokolo-Koba**, attribuée à la Société **ARMURERIE DAKAROISE**, pour un montant de **18.974.400 F CFA TTC**, a permis de noter les non-conformités ci-après :

- au regard des éléments du dossier de marché mis à notre disposition qui ne contient que l'offre de l'attributaire, une procédure concurrentielle dûment documentée n'a pas été mise en œuvre ; le cas échéant, ce marché serait passé par entente directe non autorisée, en violation de l'article 76 du CMP.
- le marché a été attribué pour un montant de 18 974 400 F CFA qui dépasse le seuil de passation des marchés par appel d'offres tel que spécifié dans l'article 53 du CMP; le mode de passation de ce marché indiqué dans l'état d'exécution du PPM, du reste non documenté au regard du point ci-avant et n'est pas approprié.

**f)** l'examen de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix N° F\_ DPN- 105 relative à **l'acquisition de fournitures de bureau (Lot N°1) et consommables informatiques (Lot N°2)**, attribuée respectivement au **GIE DJIGUI-SO**, pour un montant de

**2 741 140 F CFA TTC** et à la Société **BURO PLUS**, pour un montant de **6 498 980 F CFA TTC**, a permis de noter les non-conformités ci-après :

- la lettre de saisine relative à la demande de renseignements et de prix ne mentionne pas les noms de tous les candidats consultés. Cette formalité d'inscription de la liste restreinte des candidats présélectionnés sur les lettres d'invitation, est une exigence de transparence de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;

- nous avons noté que la Commission des Marchés n'a pas formalisé la vérification des NINEA et des pièces exigées au point 9.3 des IC du cahier des charges et que les soumissionnaires devaient joindre obligatoirement, à leurs offres. En outre les offres ont été comparées uniquement sur la base des prix, alors que le Cahier des Charges avait fixé d'autres exigences techniques de recevabilité des offres (Point 9.3 (f), Instructions aux Candidats, du Cahier des Charges).

- l'Autorité Contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de communiquer à la DCMP dès l'attribution du marché, les informations requise pour la publication, dans le site des marchés publics, d'un avis d'attribution.

g) l'examen de la procédure de DRP relative à **la fourniture de Munitions pour le compte de la Direction de la Protection de la Nature (DPN)** , attribuée à **la Société ARMURERIE DAKAROISE** pour un montant de **9.975.000 F CFA TTC**, a permis de noter plusieurs non conformités :

- les lettres de saisine des candidats ne donnent pas d'indications sur l'identité de tous les candidats invités à participer à la mise en concurrence ; la mention de cette information est une exigence de transparence édictée par la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;
- la lettre d'information du candidat non retenu, n'a pas été versée au dossier, en violation des dispositions de l'article 78.2 du CMP ;
- l'Autorité Contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de communiquer à la DCMP dès l'attribution du marché, les informations requise pour la publication, dans le site des marchés publics, d'un avis d'attribution.

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux**

- a) des manquements ont été notés au titre du classement et de l'archivage des pièces justificatives relatives à la mise en œuvre des procédures d'appel d'offres. En effet, les avis de non objection de la DCMP, les justificatifs de transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires, les lettres d'informations des candidats non retenus, les attestations de mainlevée de leurs garanties de soumission, et les supports de publication des avis d'attribution provisoire et définitive, n'ont pas été mis à notre disposition, pour nous permettre d'émettre un avis motivé sur la conformité des procédures de passation déroulées, à la réglementation des marchés publics,
- b) l'examen des procédures de demandes de renseignements et de prix nous a aussi conduit à constater des déficiences dans le classement des dossiers de marchés (absence des copies des lettres de saisine des candidats sur lesquelles les accusés de réception doivent être mentionnés, ainsi que les documents relatifs à l'ouverture des plis, à l'évaluation des offres et à l'attribution provisoire du marché, les supports de publication des avis d'attribution provisoire et définitive...). Une telle situation ne nous a pas permis de mettre en œuvre le programme de vérification prévu, pour nous assurer du respect des dispositions des articles 78 et de la circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 29 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

A notre avis, à l'exception des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci-avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés Publics.

**Ibra Guèye**  
**Associé**

## SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	8
1 Contexte et Objectifs de la mission	9
1.1 Contexte	10
1.2 Objectifs de la mission et étendue des travaux à effectuer	11
2. Environnement des marchés publics	15
3. Synthèse de la revue	17
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	18
3.1.1 Présentation de la DPN/MEDD	18
3.1.2 Commission des marchés (composition, charte de transparence et d'éthique en matière de MP)	19
3.1.3 Cellule de Passation des Marchés	19
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	19
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	20
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	20
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	20
3.1.6 Archivage des dossiers	20
3.1.7 Autres	20
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	21
3.2.1 Echantillon	21
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée	22
3.2.3 Marchés conclus par AOO	24
3.2.4 Marchés conclus par DRP	36
3.3 Constats relatifs à l'exécution financière	45
3.4 Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)	46
3.4.1 Sélection	46
3.4.2 Travaux effectués	46
3.4.3 Résultats	46
4. Synthèse des non conformités et recommandations	47
5. Suivi des recommandations antérieures	53
6. Statistiques des anomalies	56
7. Annexes	60
7.1 Lettre de transmission du rapport provisoire	61
7.2 Réponses de l'Autorité Contractante	63

## Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d’Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DPN/MEDD	Direction des Parcs Nationaux du Ministère de l’Environnement et du Développement Durable
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine



**SECTION 1**  
**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

# **1. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **1.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Depuis 2007, le Gouvernement de la République du Sénégal s'est inscrit dans un processus de réforme de son Système National de Passation des Marchés Publics. Les objectifs poursuivis à travers cette réforme visent à promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance dans un État de droit. L'ambition de cette réforme est d'aligner le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en matière de passation, d'exécution, de suivi et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public. Dans cette perspective, le Sénégal a procédé à la transposition dans sa réglementation nationale de la Directive N°4/2005/CM/UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement ces marchés publics et des délégations de service public et de la Directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine. Ces deux Directives visent l'harmonisation des systèmes de passation des marchés publics des États membres de l'Union.

Cette réforme des marchés publics consacre désormais la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits. Par ailleurs, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Tel est le cadre dans lequel s'inscrit la présente mission de revue indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés publics au titre de la gestion 2013.

## **1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **1.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2014, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

### **1.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnées ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non-respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non-respect des seuils fixés pour les avenants, de non-respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;

- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

### **1.2.3 Etendue des travaux effectués**

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2013, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a couvert conformément aux termes de référence:

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés cotés paraphés ;
- à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès-verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

**SECTION 2**  
**ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS**

## SECTION 2

### ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

La réforme des systèmes nationaux de passation des marchés publics des pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'est traduite au plan institutionnel, par la création de deux structures chargées respectivement :

- d'une part, du **contrôle a priori du processus de passation des marchés**. Au Sénégal, cette structure administrative rattachée au Ministère de l'Économie et des Finances porte la dénomination de Direction Centrale des Marchés Publics qui a été créée par le décret 2007-547 du 25 avril 2007.
- d'autre part, de **la régulation et du contrôle a posteriori**. Cette structure administrative indépendante porte la dénomination d'Autorité de Régulation des Marchés Publics. L'ARMP avait été créée par l'article 30 de la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 qui lui assigne pour mission de veiller sur le système de passation des marchés publics, des conventions de Délégation de Services Publics et contrats de partenariats. A ce titre, l'article 2 du décret 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP lui donne la prérogative d'évaluer les performances de l'ensemble des acteurs du système national des marchés publics.
- l'institution au niveau de chaque **autorité contractante** de deux structures administratives que sont la **Commission des Marchés** chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés dont le nombre et les conditions de désignation des représentants de l'Autorité Contractante, de la tutelle et/ou du contrôle financier de la Présidence de la République sont fixées par Arrêté n° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36.1 du Code des Marchés Publics, et d'une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller sur la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés et dont la composition et les prérogatives sont fixées par l'arrêté n° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du Code des Marchés Publics.



**SECTION 3**  
**SYNTHESE DE LA REVUE**

### 3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

#### 3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

##### 3.1.1 Présentation de l'Autorité Contractante

La Direction des Parc Nationaux du Ministère l'Environnement et du Développement Durable, est chargée de la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de conservation de la biodiversité notamment dans les parcs nationaux et les réserves de faune.

A ce titre, elle est chargée notamment :

- de sauvegarder des échantillons représentatifs des écosystèmes naturels du pays ;
- d'assurer la protection de la faune et de ses habitats ainsi que le développement de l'écotourisme dans les parcs nationaux et les réserves de faune ;
- de la conservation de la biodiversité au niveau des parcs nationaux et des réserves de faune et des contribuer à la promotion du Développement économique et social population de la périphérie ;
- de contribuer à la promotion de la recherche scientifique dans les parcs nationaux et les réserves de faune ;
- d'appuyer l'identification, la création et la gestion des réserves naturelles communautaires par les collectivités locales ;
- de proposer des textes législatifs et réglementaires en matière de conservation de la biodiversité et de gestion des parcs nationaux et des réserves de faune ;
- de veiller à la gestion durable des Zones humides ;
- de veiller à l'application des lois et règlements sont domaine d'activité ;
- d'assurer la mise en œuvre des accords internationaux ratifiés par le Sénégal et entrant dans son domaine de compétence ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre des projets, programmes et stratégies de développement visant à renforcer la conservation de la biodiversité dans une perspective de développement durable.

La Direction des Parcs nationaux comprend :

- la Division de la Formation et de la Communication ;
- la Division des Etudes et Aménagements ;
- la Division des Zones humides ;
- la Division du Suivi-Evaluation ;
- la Division des Espaces et Réserves naturels communautaires et des Zones périphériques.

Au niveau déconcentré, les parcs nationaux et les réserves de faune sont dirigés par des Conservateurs.

La Direction des Parcs nationaux est placée sous l'autorité d'un Directeur nommé sur proposition du Ministre, parmi les agents de l'Etat de la hiérarchie A appartenant au corps des Conservateurs des Parcs nationaux ou à celui des Ingénieurs des Eaux, Forêts et Chasses.

### **3.1.2 Commission des marchés**

La Commission des Marchés (CM) du Ministère de l'Environnement et du Développement durable (M.E.D.D), compétente pour les opérations de passation des marchés de la Direction des Parcs Nationaux (DPN), a été instituée par arrêté n° 012913 du 27 décembre 2012 comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

### **3.1.3 Cellule de Passation des Marchés**

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée par arrêté n° 012912 du 27 décembre 2012 en application de l'arrêté 11 586 du 28 décembre 2008 modifié par l'arrêté n° 12 783 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP. La Cellule de Passation des Marchés CMP n'a pas accompli toutes les tâches qui lui sont dévolues notamment celle relative à la transmission des données relatives aux marchés attribués suite aux procédures de DRP comme le recommande l'article 78-3-B du CMP et à la production du rapport annuel.

### **3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel**

Comme indiqué ci-avant, la Cellule de Passation des Marchés ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 143 du CMP qui lui fait obligation de préparer et déposer annuellement auprès de l'autorité dont elle relève et de l'ARMP, un rapport sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente, avec les entreprises défaillantes, la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe. Le rapport annuel à élaborer doit être bien structuré avec un chapitre introductif décrivant le cadre dans lequel les opérations de passation de marchés ont été exécutées, les structures mises en place par l'autorité contractante, les actions de renforcement des capacités des acteurs, un corps de rapport donnant des indications précises sur la nature et les volumes d'opérations traitées, le taux de réalisation au regard des prévisions du PPM, les difficultés rencontrées, les solutions apportées, la gestion des interactions avec la DCMP, l'ARMP, les candidats (demandes d'informations, recours gracieux, recours au niveau du CRD, recours contentieux à la Cour Suprême), les problèmes rencontrés dans le suivi de l'exécution des marchés, les solutions apportées, les mises en demeure formulées, les résiliations prononcées, les préconisations pour l'amélioration des processus internes ... Il s'agit pour la Cellule de Passation des Marchés d'élaborer un véritable rapport d'activités plutôt que de se limiter à livrer des statistiques de marchés qui présentent certes un intérêt pour la DCMP dans sa mission de consolidation des données mais n'apporte pas une véritable valeur ajoutée pour la

Personne Responsable des Marchés de l'Autorité Contractante pour qui ce rapport doit constituer un véritable outil de gestion des marchés.

### **3.1.5 Documents de programmation de la présentation des marchés**

#### **3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés**

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

#### **3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés**

L'AGPM a été publié sur le portail des marchés publics du Sénégal et dans le quotidien Le Soleil du 13 janvier 2014. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans les délais requis puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

### **3.1.6 Archivage des dossiers**

L'archivage des dossiers de marchés est fondamental dans la mesure où il permet à l'autorité contractante de rendre compte de sa gestion. Comme mentionné dans les limitations à l'étendue de nos travaux, des manquements ont été notés au titre du classement et de l'archivage des pièces justificatives relatives à la mise en œuvre des procédures d'appel d'offres. En effet, les avis de non objection de la DCMP, les justificatifs de transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires, les lettres d'informations des candidats non retenus, les attestations de mainlevée de leurs garanties de soumission, et les supports de publication des avis d'attribution provisoire et définitive, n'ont pas été mis à notre disposition, pour nous permettre d'émettre un avis motivé sur la conformité des procédures de passation déroulées, à la réglementation des marchés publics. L'examen des procédures de renseignements et de prix nous a aussi conduit à constater des déficiences dans le classement des dossiers de marchés (absence des copies des lettres de saisine des candidats sur lesquelles les accusés de réception ne sont pas mentionnés, ainsi que les documents relatifs à l'ouverture des plis, à l'évaluation des offres et à l'attribution provisoire du marché, les supports de publication des avis d'attribution provisoire et définitive...). Une telle situation ne nous a pas permis de mettre en œuvre le programme de vérification prévu pour nous assurer du respect des dispositions des articles 78 et de la circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 29 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP. Il y'a lieu de s'approprier et de mettre en œuvre les instructions de l'ARMP en la matière consignées dans le manuel de classement et d'archivage des documents de marché.

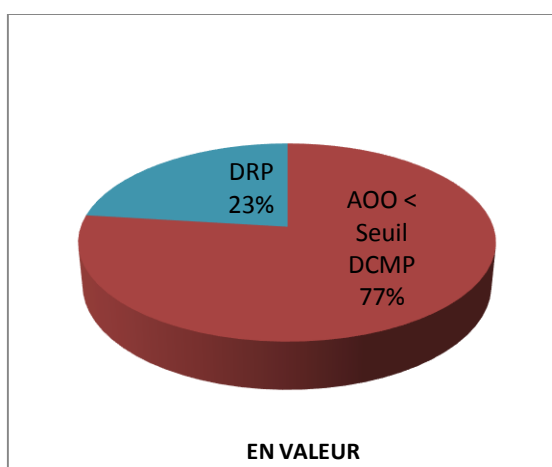
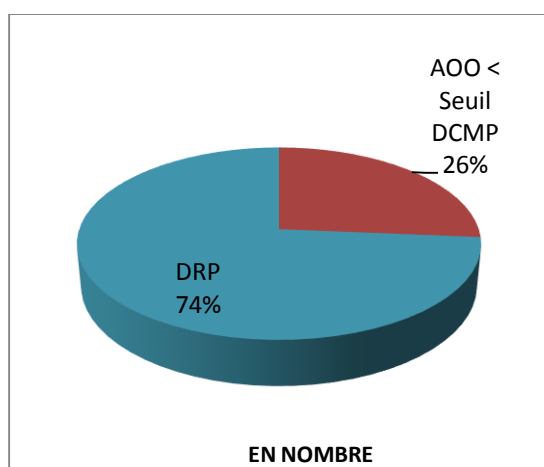
### **3.1.7 Autres**

## 3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

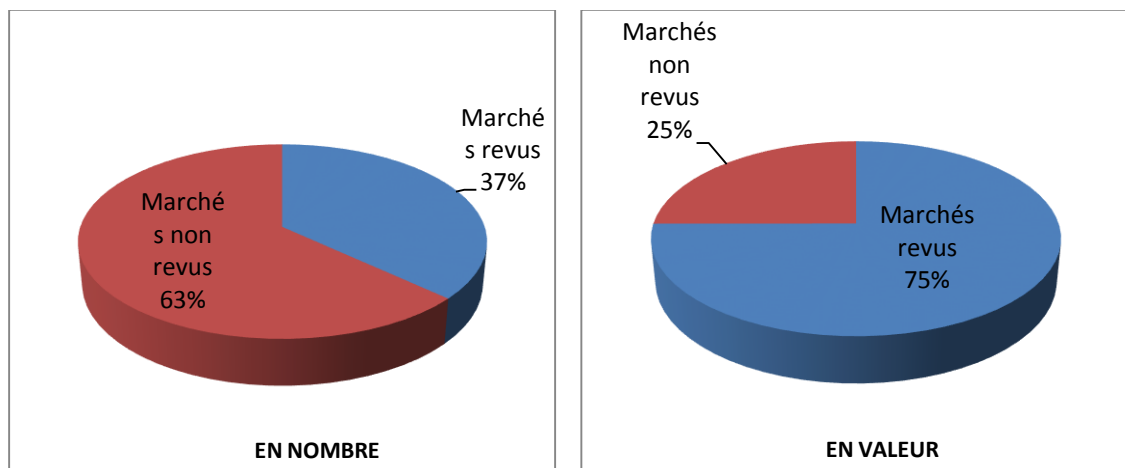
### 3.2.1 Échantillon

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

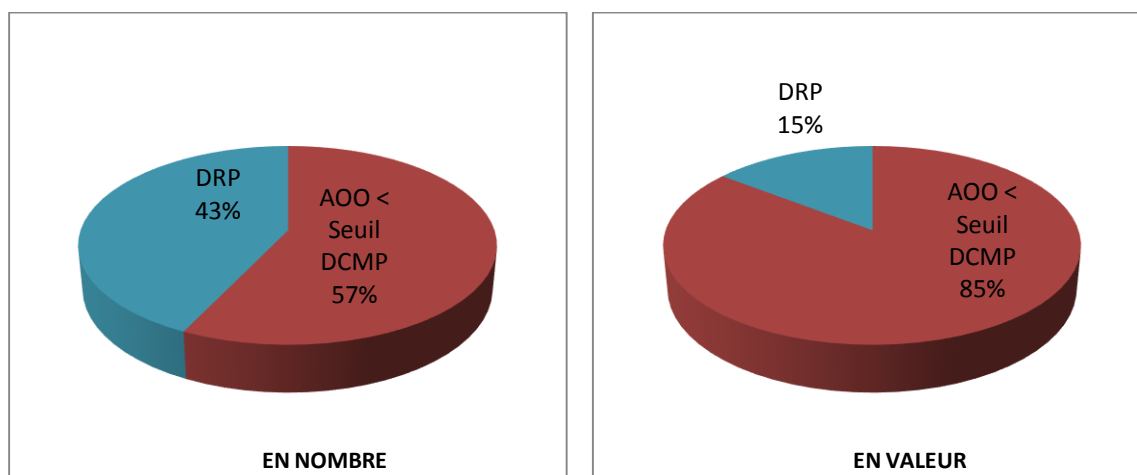
Modes de passation de marchés	Typologie des marchés présentés		Typologie des marchés revus		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO) > Seuil DCMP						
Appel d'offres ouvert (AOO) < Seuil DCMP	5	272 381 260	4	226 731 260	80,00%	83,24%
Appel d'offres restreint (AOR)						
Demande de Proposition (DP)						
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	14	81 679 225	3	38 720 815	21,43%	47,41%
Demande de Cotation (DC)						
Entente directe (ED)						
Avenant						
<b>TOTAL</b>	<b>19</b>	<b>354 060 485</b>	<b>7</b>	<b>265 452 075</b>	<b>36,84%</b>	<b>74,97%</b>



CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR



**CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR**



**DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

### **3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à la Direction des Parcs Nationaux du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable.**

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la DPN sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHÈSE DES SEUILS APPLICABLES À LA DIRECTION DES PARCS NATIONAUX DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par Appel d'Offres	Seuil de contrôle DCMF			Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
		Dossier d'Appel à la Concurrence	Rapport d'évaluation et Procès-Verbal d'attribution	Examen juridique et technique du Projet de Contrat		
	Article 53	Arrêté 12 785 pris en application de l'article 140.a	Arrêté 12 782 pris en application de l'art 140.b	Arrêté 12 782 en application de l'article 140.c	Arrêté 12 790 en application de l'article 113	Arrêté 12 791 en application de l'article 114
<b>Travaux</b>	25	250	100	800	≥60	≥35
<b>Fournitures et services</b>	15	150	40	400	≥30	≥25
<b>Prestations Intellectuelles</b>	25	150	40	350	NA	≥35

### 3.2.3 Marchés conclus par Appel d’Offres Ouvert

<b>AO N° DPN/ 2013/05/F</b> <b>ACQUISITION DE SIX (06) VEHICULES PICK-UP 4X4 SIMPLE CABINE</b> <b>DESTINES AU PARC NATIONAL DU NIOKOLO-KOBA</b>	
<b>Date de transmission du DAO N°</b>	Lettre non classée
<b>Date d’ANO de la DCMP sur le DAO</b>	03 juillet 2013
<b>Date de publication de l’AO</b>	05 juillet 2013
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	06 août 2013 à 10 heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	33 jours
<b>Date d’attribution</b>	22 Août 2013
<b>Date d’ANO de la DCMP sur le Rapport d’Analyse des offres</b>	05 septembre 2013
<b>Date de Publication de l’attribution Provisoire du Marché</b>	10 septembre 2013
<b>Date de l’attestation d’existence de crédits</b>	11 octobre 2013
<b>Date d’ANO de la DCMP sur le projet de contrat</b>	29 /10/2013
<b>Date de souscription</b>	24 septembre 2013
<b>Date de la Demande d’approbation</b>	22 octobre 2013 Par lettre N° 0069/MEDD/CPM
<b>Date d’approbation</b>	06 novembre 2013
<b>Date d’immatriculation</b>	11 novembre 2013
<b>Date de notification</b>	13 novembre 2013
<b>Date d’enregistrement du contrat</b>	26 novembre 2013
<b>Date de publication de l’avis d’attribution définitive</b>	Le support de publication de l’attribution définitive n’est pas classé au dossier.
<b>Délai d’exécution</b>	60 jours
<b>Attributaire</b>	EMG UNIVERSAL AUTO
<b>Montant du marché en TTC</b>	137 700 000 F CFA HT/HD



<b>Notification et publicité de l'attribution provisoire</b>	24 septembre 2013
<b>Publicité de l'attribution définitive</b>	Le support de publication de l'attribution définitive n'est pas classé dans le dossier.
<b>Non conformités</b>	<p>Le PVO ne donne pas d'indications sur la date limite de validité de chaque pièce administrative incriminée. Ce faisant, il est difficile d'apprécier, sur la base des informations consignées dans le procès-verbal d'ouverture des plis, la pertinence ou non de la demande de renouvellement ou de conformité de certaines pièces.</p> <p>La transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux candidats, n'est pas effective en violation de l'article 67.4 du CMP.</p> <p>Le rapport d'évaluation n'est pas daté.</p> <p>L'offre de CCBM Industrie n'est pas acceptée pour un examen détaillé au motif qu'il n'a pas complété son dossier administratif à l'échéance du 12 août 2013, fixée par la commission des marchés. Une telle éviction est contraire aux dispositions de l'article 44 qui lui confèrent un délai au moins égal, à celui imparti à l'Autorité contractante, pour prononcer l'attribution provisoire.</p> <p>Le support de publication de l'avis d'attribution provisoire, conformément à l'article 83.3 du CMP, n'a pas été classé dans le dossier qui nous a été remis.</p> <p>La publication de l'attribution définitive n'est pas effective, ce qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article 85 du CMP.</p> <p>Défaut de classement et d'archivage de tous les documents de passation des marchés.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Indiquer la date limite de validité de chaque pièce administrative incriminée dans le procès-verbal d'ouverture des plis, pour faciliter l'appréciation de la conformité desdites pièces ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 44 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics, sur le délai de régularisation des pièces administratives ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 67.4 du CMP, sur la transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux candidats ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP, sur l'information des candidats non retenus, la mainlevée de leurs garanties de soumission et la publication d'un avis d'attribution</p>

	<p>provisoire ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 85 du CMP, sur la publication de l'avis d'attribution définitive ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP, pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Il est mentionné que, pour le PV d'ouverture des plis, le contrôle des pièces administratives annexées ne donne pas d'indications sur les dates d'expiration desdites pièces.</p> <p>En effet sur ce point, le Président de la commission des marchés constate à l'ouverture des plis, en présence des soumissionnaires, si les pièces fournies sont conformes ou pas. Pour chaque pièce, il lit les dates d'émission et d'expiration. Ce qui lui permet de dire si la pièce est en cours de validité ou pas. Et en cas de non-conformité, il donne aux candidats concernés un délai en général de sept (07) jours pour compléter leurs pièces administratives.</p> <p>Sur le second point, la vérification des pièces administratives requises pour être éligible à ce marché, a conduit la Commission à constater que la <b>CCBM Industries</b> devait renouveler l'attestation de l'Inspection Régionale du Travail. Ainsi, la commission a accordé un délai de sept (07) jours, à compter de la date d'ouverture des plis, aux soumissionnaires concernés pour qu'ils complètent leurs dossiers administratifs. Après épuisement du délai des sept (07) jours, la commission d'évaluation a décidé de ne pas retenir la CCBM Industries pour un examen détaillé au motif qu'il n'a rien fourni, conformément à l'article 43 alinéa f du Code des Marchés Publics qui précise que « Ne sont pas admises à prendre part aux marchés publics, quel que soit le mode de passation du marché, les personnes qui, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a eu lieu le lancement de la consultation, n'ont pas souscrit les déclarations leur incombant en matière fiscale et sociale, ou n'ont pas effectué le paiement des impôts, taxes et cotisations exigibles à cette date ».</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>- Sur le défaut de mention de la date d'expiration de la validité des pièces administratives, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Mais cette mention permet à l'auditeur d'apprécier la validité ou non des pièces administratives et donc, leur conformité, telle que mentionnée par la commission des marchés. Sous ce rapport, il conviendrait mieux que la commission mentionne dans le tableau</p>

	<p>des offres du PV d'ouverture des plis, les dates d'émission et d'expiration des pièces administratives fournies.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations.</p> <p>- Sur le délai accordé au candidat CCBM, pour compléter les pièces manquantes, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, nous tenons à préciser que quand bien même l'autorité contractante est fondée à fixer un délai de production des pièces manquantes, elle est tout de même tenue d'accepter celles produites après ledit délai, dès lors que pièces lui seront parvenues pendant la période qui lui est impartie pour prononcer l'attribution du marché, conformément à l'article 44.3 du CMP, car les candidats disposent du même délai que celui imparti à l'autorité contractante, pour attribuer le marché. Donc l'élimination de CCBM, n'est pas conforme.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations.</p>
--	---

<b>AO N° DPN/ 2013/01/F</b> <b>ACQUISITION DE PIECES DETACHEES, LUBRIFIANTS ET PNEUMATIQUES AU PROFIT DE LA DIRECTION DES PARCS NATIONAUX</b>	
<b>Date de transmission du DAO</b>	19 mars 2013
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	-
<b>Date de publication de l'AO</b>	12 avril 2013
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	14 mai 2013 à 10 heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	33 jours
<b>Date d'ouverture des plis</b>	14 mai 2013
<b>Date d'attribution</b>	01 juin 2013
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le Rapport d'Analyse des offres</b>	24 Juillet 2013
<b>Date de Publication de l'attribution Provisoire du Marché</b>	26 juillet 2013
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat</b>	N/A
<b>Date de souscription</b>	12 août 2013
<b>Date de la Demande d'approbation</b>	-
<b>Date d'approbation</b>	30 septembre 2013
<b>Date d'immatriculation</b>	01 octobre 2013 N° F1769/13
<b>Date de notification</b>	07 octobre 2013
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	11 octobre 2013
<b>Date de publication de l'avis d'attribution définitive</b>	La copie du journal effectivement classée au dossier ne porte aucune référence (date et nom du journal)
<b>Délai d'exécution</b>	45 jours
<b>Attributaire</b>	KEUR MAME DIARRA
<b>Montant du marché en TTC</b>	14.306.260 F CFA TTC
<b>Notification et publicité de</b>	Lettre de notification de l'attribution provisoire

<b>l'attribution provisoire</b>	N° 00000472/MEDD/CM du 12 aout 2013.
<b>Non conformités</b>	<p>Le PVO ne donne pas d'indications sur la date limite de validité de chaque pièce administrative incriminée. Ce faisant, il est difficile d'apprécier, sur la base des informations consignées dans le procès-verbal d'ouverture des plis, la pertinence ou non de la demande de renouvellement ou de conformité de certaines pièces.</p> <p>La transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux candidats, n'est pas effective, en violation de l'article 67.4 du CMP.</p> <p>Un délai de sept (7) jours a été accordé aux candidats pour compléter les pièces administratives, alors que l'article 44.3 leur accorde le même délai que celui imparti à l'Autorité contractante, pour prononcer l'attribution provisoire.</p> <p>Le rapport d'évaluation des offres n'est pas daté.</p> <p>Les candidats, dont les offres n'ont pas été retenues à la suite de la procédure de passation, n'ont pas été informés avant la publication de l'avis d'attribution provisoire et les attestations de restitution de leurs garanties de soumission n'ont pas été établies, conformément à l'article 83 du CMP.</p> <p>La notification d'attribution définitive au titulaire qui devrait intervenir après l'immatriculation du Marché, conformément à l'article 85 du CMP, n'a pas été matérialisée.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à l'application stricte des dispositions de l'article 67 du CMP, en transmettant le PV d'ouverture des plis aux candidats présents ;</p> <p>Veiller à l'application des articles 44 du CMP, sur le délai accordé aux candidats pour compléter les pièces administratives ;</p> <p>Veiller à bien respecter la procédure d'achèvement de la procédure de passation en appliquant les dispositions des articles 83 à 85 du CMP ;</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Pour le marché N°DPN/2013/01/F, la même observation que pour le point ci-dessus a été faite. Cependant, à la différence du point avec lequel la comparaison est faite, aucun soumissionnaire n'a été éliminé pour l'examen préliminaire, ce qui a permis de retenir les offres des trois (03) soumissionnaires qui ont fait l'objet d'évaluation.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>- Nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous apportons la même appréciation que celle donnée ci-avant, pour le même point et nous maintenons nos observations.</p>

<b>AON N° DPN/2013/04/F</b> <b>ACQUISITION EN TROIS (03) LOTS DISTINCTS ET INDIVISIBLES :</b> <b>LOT 1 : 06 VEHICULES TYPES MONO CABINE 4X4 CHASSIS HAUT</b> <b>LOT 2 : 02 VEHICULES DOUBLE CABINE 4X4</b> <b>LOT 3 : 01 CAMION DE TRANSPORT DES TROUPES</b>	
<b>Date de transmission du DAO N°</b>	N/A
<b>Date de publication de l'AO</b>	29 mars 2013  Dans le journal « DIRECT INFO »
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	30 avril 2013 à 10h
<b>Délai de préparation des offres</b>	31 jours
<b>Date d'ouverture des plis</b>	30 avril 2013 à 10h
<b>Date de l'évaluation technique</b>	Non spécifié
<b>Date d'attribution</b>	17 mai 2013 à 10h
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	27 mars 2013
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	30 juillet 2013 pour le lot 2 d'un montant de 25 600 000 F CFA
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès-verbal d'attribution</b>	26 juin 2013 par lettre n°3376/MEF/DCMP/DCV/60
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	29 & 30 juin 2013 dans le journal « DIRECT INFO »
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat</b>	N/A
<b>Date de souscription</b>	- Lot 2 : 15 juillet 2013 - Lot 3 : 15 juillet 2013
<b>Date d'approbation</b>	- Lot 2 : 14 août 2013 - Lot 3 : 14 août 2013
<b>Date d'immatriculation</b>	- Lot 2 : 16 août 2013 - Lot 3 : 16 août 2013
<b>Date de notification</b>	- Lot 2 : 26 août 2013 - Lot 3 : 26 août 2013
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	- Lot 2 : le 28 août 2013 - Lot 3 : le 04 septembre 2013
<b>Date de publication de l'avis d'attribution définitive</b>	Le support de la publication nous a été transmis mais la qualité de la copie fait que la date de la publication n'est pas lisible.
<b>Délai d'exécution</b>	Non précisé dans le DAO

<b>Garantie de soumission</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 600 000 F CFA pour le lot 1</li> <li>- 345 000 F CFA pour le lot 2</li> <li>- 345 000 F CFA pour le lot 3</li> </ul>
<b>Attributaires</b>	Deux attributaires : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lot n°2 : CFAO MOTORS SENEGAL</li> <li>- Lot n°3 : EMG UNIVERSAL AUTO</li> </ul>
<b>Montant du marché en F CFA HT/HD</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lot n°2 : 25 600 000</li> <li>- Lot n°3 : 29 400 000</li> </ul>
<b>Notification et publicité de l'attribution provisoire</b>	Non transmis pour les notifications d'attribution  La publication a été faite dans le journal DIRECT INFO du 29 & 30 juin 2013
<b>Publicité de l'attribution définitive</b>  <b>Notification de l'attribution définitive</b>	La lettre de notification de l'attribution ne nous a pas été transmise.  Le support de la publication définitive nous a été transmis mais nous ne pouvons l'exploiter car la date n'est pas lisible.
<b>Non conformités</b>	<p>Les copies des convocations adressées aux membres de la Commission des Marchés, ne sont pas classées dans le dossier de marché. Il convient de se conformer aux dispositions de l'article 39 du CMP et de classer les copies des convocations dans le dossier de marché</p> <p>Le justificatif de la transmission du procès-verbal d'ouverture aux soumissionnaires, ne figure pas dans le dossier de marché. Il convient de se conformer aux dispositions de l'article 67.4 du CMP et de classer les supports dans le dossier de marché.</p> <p>Le lot N°1 portant sur l'acquisition de 06 véhicules de type mono-cabine 4x4 châssis haut, a été déclaré infructueux au motif qu'il y'avait, de l'avis de la Commission des Marchés, une incohérence entre la cylindrée de 4 500 cc requise dans le DAO et la puissance fiscale de 12 CV autorisée par la Commission de Contrôle des Véhicules Administratifs (CCVA). Sous ce rapport, il convient de noter que le dossier de marché ne comprend pas l'avis de la DCMP qui doit être requis, conformément aux dispositions de l'article 64-1 du CMP, pour déclarer le lot infructueux. Il s'y ajoute que cette décision qui retarde la mise en œuvre du PPM, résulte d'une mauvaise préparation du DAO ; un achat bien préparé est une condition de l'efficacité de la dépense publique.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres et les attestations de mainlevées de leurs garanties de soumission, n'ont pas été classées dans le dossier, en violation des dispositions de l'article 83.3 du CMP.</p>

	La lettre de notification de l'attribution définitive ne nous a pas été transmise, en violation des dispositions de l'article 85 du CMP.
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au respect de l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la commission ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 67.4 du CMP, relatif à la transmission du procès-verbal d'ouverture aux soumissionnaires présents ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 83.3 du CMP relatif à l'information des candidats non retenus et la restitution de leurs garanties de soumission ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 64.1 du CMP, sur la déclaration du marché infructueux ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 85.2 du CMP, relatif à la notification de l'attribution définitive ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaborés et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	Par lettre N°003376/MEF/DCMP/DCV/60 du <b>26 juin 2013</b> , la DCMP a donné un avis de non objection pour <b>déclarer infructueux, le lot 1</b> du marché N°DPN/2013/04/F relatif à <b>l'acquisition de matériel de transport en trois (03) lots distincts et indivisibles au profit du Parc National de Niokolo Koba</b> . Dans cette même correspondance, elle avait demandé que le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) modifié lui soit adressé pour avis avant de procéder à la relance du marché. Pour satisfaire à cette exigence, le DAO modifié, a été envoyé à la DCMP ainsi que l'autorisation de la Commission de Contrôle des véhicules administratifs.
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>- Sur la décision de déclarer le marché infructueux, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant le dossier de marché ne comprend pas la lettre ci-avant mentionnée, portant l'avis de la DCMP qui devait être requis, conformément aux dispositions de l'article 64-1 du CMP, pour déclarer le lot infructueux.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations.</p>



<b>AO N° F-DPN- 02_ FOURNITURE DE MATERIEL DE COMMUNICATION AU PROFIT DU PARC NATIONAL DU NIOKOLO KOB</b>	
<b>Date de transmission du DAO</b>	N/A
<b>Date de publication de l'AO</b>	<b>13 juin 2013</b> Direct-Info N° 454
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	<b>15 juillet 2013</b>
<b>Délai de préparation des offres</b>	33 jours
<b>Date d'ouverture des plis</b>	15 juillet 2013 à 10 h
<b>Date de l'évaluation technique</b>	Non mentionnée
<b>Date d'attribution</b>	01 août 2013
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	07 juin 2013
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	08 octobre 2013
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès-verbal d'attribution</b>	03 septembre 2013
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	07 septembre 2013 DIRECT INFO N° 525
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat</b>	N/A
<b>Date de souscription</b>	23 septembre 2013
<b>Date d'approbation</b>	23 septembre 2013 Par Le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable
<b>Date d'immatriculation</b>	30/10/2013
<b>Date de notification</b>	05/11/2013
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	05 novembre 2013
<b>Date de publication de l'avis d'attribution définitive</b>	10 décembre 2013 DIRECT INFO N° 599
<b>Délai d'exécution</b>	60 jours après attribution

<b>Garantie de soumission</b>	500.000 F CFA
<b>Attributaire</b>	ARMURERIE DAKAROISE
<b>Montant du marché en TTC</b>	19.725.000 F CFA
<b>Notification et publicité de l'attribution provisoire</b>	Non classée
<b>Publicité de l'attribution définitive</b>	05/11/2013
<b>Notification de l'attribution définitive</b>	30/10/2013
<b>Non conformités</b>	<p>Marché non inscrit à l'Avis Général de passation des marchés.</p> <p>Le PV mentionne la date du samedi 19 janvier 2013 comme date de publication de l'Avis Général de Passation des marchés, or le support de publication versé au dossier, est daté du 31 janvier 2013. Le support n'est d'ailleurs autre que la lettre de la DPN portant AGMP (qui est plutôt à insérer dans le site des marchés Publics et dans un journal de large diffusion).</p> <p>La Commission accorde aux soumissionnaires un délai de sept (7) jours, pour compléter leurs dossiers, alors que l'article 44.3 leur ouvre un délai au moins égal à celui imparti à l'Autorité contractante pour prononcer l'attribution provisoire, pour l'exigibilité des pièces à fournir.</p> <p>Aucun document ne justifie la remise effective du PV d'ouverture des plis aux candidats, conformément aux dispositions de l'article 67.4 du CMP.</p> <p>Le rapport d'évaluation n'est pas daté.</p> <p>Les lettres d'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ne sont pas classées dans le dossier de marché. Il convient de se conformer, aux dispositions de l'article 83.3 du CMP et de classer les supports dans le dossier de marché.</p> <p>L'avis d'attribution définitive n'a été publié que le 10 décembre 2013, soit plus d'un mois après la notification définitive du marché, le 05 novembre 2013. Cette publication devrait intervenir au plus tard 21 novembre 2013 c'est-à-dire dans la limite des 15 jours qui suivent la notification du marché, conformément aux dispositions de l'article 85 du CMP.</p>
<b>Recommandations</b> Suggérer la conduite à tenir	Veiller à inscrire les marchés au plan de passation conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Le même article prévoit que les projets de marché inscrits au Plan de Passation des Marchés (PPM),

vis-à-vis des anomalies constatées.	<p>doivent figurer dans un Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) qui fait l'objet d'une publication, avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation, par les soins de l'Autorité contractante ;</p> <p>Veiller à indiquer la date du rapport d'évaluation ; Se conformer aux dispositions de l'article 83.3 relatif à l'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres et à la restitution de leurs garanties de soumission ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 85 du CMP relatif à la publication de l'attribution définitive dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché.</p>
<p><b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b></p> <p>Laissés à l'appréciation de l'AC</p>	<p>Certes, la validation du marché <b>N°F-DPN-02</b> a connu beaucoup de retard, mais elle a été lancée après son insertion dans le Plan de Passation des Marchés (voir ANO de la DCMP en annexe).</p> <p>Concernant le justificatif de la transmission des PV d'ouverture des plis, un registre est ouvert à cet effet au niveau de la Commission des marchés. Dans ce registre figurent, le dépôt des offres, la remise de PV et la présence des membres de la commission des marchés ainsi que les représentants des soumissionnaires.</p>
<p><b>Appréciation du Consultant</b></p> <p>Commentaires du consultant suite aux éclaircissements de l'AC</p>	<p>- Sur la non inscription du marché dans l'AGPM, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos allégations et le document annoncé en annexe, ne nous est pas parvenu.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations.</p> <p>- Sur le justificatif de la transmission des PV d'ouverture des plis, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos allégations car, le registre ouvert à cet effet au niveau de la Commission des marchés, n'a pas été mis à notre disposition et nous maintenons nos observations.</p>

### 3.2.4 Marchés passés par DRP

<b>DRP N° 14</b> <b>FOURNITURE DE CARTES DE RECHARGE POUR TELEPHONES SATELLITAIRES AU PROFIT DU PARC NATIONAL DE NIOKOLO KOB</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	-
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	-
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'attribution provisoire</b>	-
<b>Délai d'exécution</b>	-
<b>Date de notification d'attribution provisoire</b>	-
<b>Date de signature du contrat (Bon de Commande)</b>	-
<b>Date d'enregistrement</b>	25/11/2013 Des deux (02) contrats.
<b>Fournisseurs consultés</b>	-
<b>Nombre d'offres reçues</b>	-
<b>Attributaires</b>	<b>ARMURERIE DAKAROISE</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	-Deux (02) factures de la Société « ARMURERIE DAKAROISE » - Première Facture N° 010DPN2013 du 28/11/2013 / Acquisition de (Onze) 11 Recharge Communication Satellitaire Thuraya y/c Frais d'accès et activation SIM number. <b>Montant : 11 X 670.000 F CFA = 7.370.000 F CFA HT soit 8.696.600 F CFA TTC (TVA = 18%)</b> - Deuxième Facture N° 011DPN2013 du 28/11/2013 / Acquisition de (Treize) 13 Recharge Communication Satellitaire Thuraya y/c

	<p>Frais d'accès et activation SIM number.</p> <p><b>Montant : 13 X 670.000 F CFA = 8.710.000 F CFA HT soit 10.277.800 F CFA TTC (TVA = 18%)</b></p> <p><b>Montant total des deux factures :</b></p> <p><b>HT : 16.440.000 F CFA</b></p> <p><b>TTC : 18.974.400 F CFA</b></p>
<b>Notification de l'attribution définitive</b>	N/A
<b>Non conformités</b>	<p>Le recours à la procédure de demande de renseignements et de prix n'est pas conforme aux dispositions du CMP. En effet, le montant total du marché est supérieur au seuil de 15.000.000 F CFA (TVA comprise), prescrit par l'article 53 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés Publics, sur le seuil de passation des marchés de fournitures, par appel d'offres.</p> <p>La carence dans le classement et l'archivage des documents de ce dossier qui ne contient que l'offre du titulaire du marché, laisse entrevoir que le marché a été passé par entente directe sans autorisation, en violation de l'article 76 du CMP.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 53 du CMP sur les seuils de passation des marchés ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 76 du CMP, sur les conditions pour passer une entente directe;</p> <p>Veiller à un meilleur classement et archivage des documents relatifs à la passation et à l'exécution des marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Pour la Demande de Renseignement et des Prix (DRP) N°14 relative à la fourniture de <b>cartes de recharges pour téléphone satellitaire au profit du Parc National de Niokolo koba</b> attribuée à la société <b>ARMURERIE DAKAROISE</b> pour un montant de : <b>18 974 400 CFA TTC</b>.</p> <p>La procédure concurrentielle n'a pas été faite puisque les cartes de recharge pour les téléphones satellitaires Thuraya que nous avons sont de l'exclusivité de <b>la société Thuraya</b> qui a le monopole de la marque. C'est ainsi qu'après avoir acquis ces appareils, il revenait à la Direction des Parcs Nationaux de procéder à l'approvisionnement, en cartes de recharge des téléphones, pour leur mise en marche dans les différents postes de garde du Parc National de Niokolo Koba et au niveau des brigades mobiles de lutte anti-braconnage. Pour cette observation, il faut signaler que</p>

	le concessionnaire retenu, à savoir THURAYA, a ses propres cartes qui sont spécifiques à ses téléphones et qu'en aucune façon les autres cartes des concurrents ne peuvent être utilisées.
<b>Appréciation Consultant</b>	<p><b>du</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur l'in appropriation du mode de passation, par rapport au seuil, aucun commentaire n'a été apporté et nous maintenons nos observations.</li> <li>- Sur l'absence de procédure concurrentielle, nous prenons acte de vos commentaires.</li> </ul> <p>Vous confirmez nos allégations et nous maintenons nos observations, car les conditions requises par l'article 76 du CMP, n'ont pas été respectées.</p>

<b>DRP N° F- DPN-105 ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	11 mars 2013
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	<b>27 mars 2013 à 10 h</b>
<b>Délai de préparation des offres</b>	16 jours
<b>Date d'attribution provisoire</b>	28 mars 2013
<b>Délai d'exécution</b>	30 JOURS  A partir de la sortie du titre de créance
<b>Date de notification d'attribution provisoire</b>	-
<b>Date de signature du contrat (Bon de Commande)</b>	23/07/2013
<b>Date d'enregistrement</b>	-
<b>Fournisseurs consultés</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. GIE DENTAL (Par lettre n° 00000021 du 11 mars 2013) / Reçu le 12/03/2013 ;</li> <li>2. GIE DJIGUI-SO Multi-Services (Par lettre n° 00000022 du 11 mars 2013) / Reçu le 12/03/2013 ;</li> <li>3. Société ISSA AFRIQUE S.A.R.L (Par lettre n° 00000023 du 11 mars 2013) / date de réception non mentionnée ;</li> <li>4. GIE DIOUKHA NEGOCE (Par lettre n° 00000024 du 11 mars 2013) / Reçu le 15/03/2013 ;</li> <li>5. La Société BURO PLUS S.AR.L (Par lettre n° 00000025 du 11 mars 2013) / date de réception non mentionnée ;</li> </ol>
<b>Nombre d'offres reçues</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. GIE DENTAL ;</li> <li>2. GIE DJIGUI-SO Multi-Services ;</li> <li>3. GIE DIOUKHA NEGOCE ;</li> <li>4. La Société BURO PLUS S.AR.L</li> </ol>
<b>Attributaires</b>	<b>LOT N°1 : GIE DJIGUI-SO</b>

	<b>LOT N° 2: Société BURO PLUS</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<p>LOT N°1 : 2.741.140</p> <p>LOT N° 2: 6.498.980</p>
<b>Non conformités</b>	<p>La lettre de saisine des candidats ne mentionne pas toutes les sociétés qui en sont destinataires, en violation de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 29 mars 2009.</p> <p>Les lettres de soumission des candidats exigés par le cahier des Charges, ne sont pas classées au dossier de même que la copie des NINEA.</p> <p>Le PV d'ouverture des plis (qui a servi en même temps de rapport d'évaluation), ne s'est focalisé que sur la comparaison des prix, alors que le Cahier des Charges avait d'autres exigences de recevabilités des offres (Point 9.3 (f), Instructions aux Candidats, du Cahier des Charges).</p> <p>La commission n'a pas formalisé la vérification des NINEA et des pièces exigées au point 9.3 des IC du cahier des charges, que les soumissionnaires devaient joindre obligatoirement, à leurs offres. En application des dispositions de l'article 78.2 et 78.3.b du CMP, l'attribution du marché, devrait être suivie par l'information des autres soumissionnaires du rejet de leurs offres et de la transmission du PV d'attribution à la DCMP, pour publication sur le site des marchés publics. Mais tel n'a pas été le cas.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire n° 004/PM/CAB/CP du 29 mars 2009, portant instructions sur la mise en œuvre des DRP, sur la mention de la liste restreinte des candidats présélectionnés, sur les lettres d'invitation ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions du point 9.3 des IC du cahier des charges, sur les pièces à fournir par les candidats ;</p> <p>Se conformer aux dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, notamment à son article 78 relatif à la Procédure de DRP, sur l'information des candidats non</p>



	<p>retenus et sur la publication du PV d'attribution sur le site des marchés publics ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>La Direction des Parcs avait consulté par <b>lettres de saisine N°21, 22, 23, 24 et 25</b> du 11 mars 2013, cinq (05) candidats qui lui ont adressé des demandes d'agrément et qui figurent dans sa base de données, pour la fourniture des deux lots distincts. Sur cette base des cinq ciblés, trois (03) fournisseurs ont répondu.</p> <p>Par rapport au NINEA, les candidats contactés à partir de la base des données avaient déposé leur copie en même temps que les lettres de demandes d'agrément.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>- Sur le défaut de mention de la liste restreinte des candidats saisis, sur les lettres d'invitation, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, le choix des candidats dans une base de données, ne dispense pas l'AC à se conformer à cette exigence de la circulaire n° 004/PM/CAB/CP du 29 mars 2009, portant instructions sur la mise en œuvre des DRP.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations.</p> <p>- Sur le défaut de classement au dossier des copies des NINEA, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, le contrôle de la capacité juridique des candidats à prendre part au marché, en application des articles 43 et 44 du CMP, doit être un préalable.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations.</p>

<b>DRP N° F-DPN-2013</b> <b>ACQUISITION DE MUNITIONS POUR LE COMPTE DE LA DIRECTION DES PARCS NATIONAUX</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	10 Juin 2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	1. ARMURERIE DAKAROISE (Par lettre n° 00000067 du 10 JUIN 2013) / Mention Accusé de réception sur la copie sans précision de la Date ; 2. HANE (Par lettre n° 00000068 du 10 JUIN 2013) / Mention Accusé de réception sur la copie sans précision de la Date ; 3. ETS CHERAULT (Par lettre n° 00000069 du 10 JUIN 2013 / Mention Accusé de réception sur la copie sans précision de la Date ;
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	25 juin 2013 à 10 h
<b>Délai de préparation des offres</b>	15 jours
<b>Date d'attribution provisoire</b>	26 juin 2013
<b>Délai d'exécution</b>	30 JOURS  A partir de la sortie du titre de créance
<b>Date de notification d'attribution provisoire</b>	-
<b>Date de signature du contrat (Bon de Commande)</b>	-23/07/2013
<b>Date d'enregistrement</b>	-
<b>Nombre d'offres reçues</b>	02
<b>Attributaires</b>	<b>ARMURERIE DAKAROISE</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>9.975.000</b>
<b>Notification de l'attribution et information des candidats non retenus</b>	-  La lettre d'information à envoyer à la société HANE dont l'offre a été rejetée, n'a pas été classée.
<b>Non conformités</b>	La lettre de saisine des candidats ne mentionne pas toutes les sociétés qui en sont destinataires, en violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instructions pour la mise en

	<p>œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Les offres des fournisseurs ne sont pas classées au dossier de même que les copies des NINEA exigées dans le cahier des Charges.</p> <p>Contrairement aux dispositions de l'article 68 du CMP, il n'a pas été procédé à l'examen préliminaire des offres pour évaluer la recevabilité des candidatures, conformément aux articles 43 et 44 du même code.</p> <p>La lettre d'information du candidat non retenu, n'a pas été versée au dossier, en violation des dispositions de l'article 78.2 du CMP.</p> <p>En application des dispositions de l'article 78.3. (b) du CMP, le procès-verbal d'attribution du marché devrait être publié sur le site des marchés publics; à cet effet, l'Autorité contractante communique à l'Organe chargé du contrôle des marchés publics, qui assure la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste de personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Le principe de transparence qui sous-tend les marchés publics recommande que les noms de tous les candidats sollicités, soient mentionnés sur la lettre d'invitation à soumissionner de la DRP ;</p> <p>Veiller à l'application des dispositions de l'article 68 du CMP pour procéder à l'examen préliminaire qui permet de juger de la recevabilité ou non des candidatures au titre des articles 43 et 44 du code des marchés publics ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 pour informer les candidats évincés et leur permettre d'exercer leur droit de recours, en application des prescrits de l'article 88 du CMP ;</p> <p>Pour les besoins des statistiques sur les marchés publics, veiller à la publication sur le site des marchés publics, de l'attribution des marchés conclus dans le cadre des DRP, en application des dispositions de l'article 78.3. (b) du CMP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le</p>

	manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP, pour une bonne tenue des dossiers de marchés.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Les trois (03) fournisseurs d'armes et munitions au Sénégal ont été sélectionnés pour cette DRP considérée comme <b>marché secret</b>. Les candidats avaient été saisis confidentiellement par lettres n° 0067,0068, 0069 du 10 juin 2013. A la suite, seuls les deux (02) fournisseurs, Armurerie Dakaroise et HANE ont répondu. Le troisième candidat ETS CHERAULT ne s'est pas manifesté.</p> <p>Enfin les observations sur le délai de publication de l'avis d'attribution définitive, les lettres d'informations aux candidats et la publication des marchés dans le site des marchés publics, seront prises en compte dans le futur.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>- Sur la saisine des candidats, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, les marchés considérés comme secrets, sont encadrés par le code des marchés, en son article 76.2.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations.</p> <p>- Sur l'information des candidats non retenus et la publication des marchés dans le site des marchés publics, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos allégations et nous maintenons nos observations.</p>

### 3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
A l'exception d'un marché relatif à l'Appel d'offres portant Acquisition de pièces détachées, lubrifiants et pneumatiques au profit de la Direction des Parcs Nationaux, les documents afférents au règlement effectif des factures (ordres de virement ou copies de chèques) n'ont été classés dans aucun dossier.
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
Veiller au classement des justificatifs de paiement effectif des factures.

**3.4 Constats relatifs à l’audit physique (matérialité, exécution physique)**

**3.4.1 Sélection**

**3.4.2 Travaux effectués**

**3.4.3 Résultats**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L’EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON EFFECTUEE
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L’EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON EFFECTUEE

**SECTION 4**  
**SYNTHESE DES NONS CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS**

## TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

### **APPEL D'OFFRES :**

L'inscription d'un marché dans l'avis général de passation des marchés est une obligation stipulée dans l'article 6.3 du CMP. Or, l'examen de l'appel d'offres relatif à la fourniture de matériel de communication attribué à ARMURERIE DAKAROISE pour un montant de 19.725.000 F CFA TTC, n'a pas respecté cette obligation.

En outre, le procès-verbal mentionne la date du samedi 19 janvier 2013 comme date de publication de l'Avis Général de Passation des marchés, or le support de publication versé au dossier est daté du 31 janvier 2013. Le support est d'ailleurs la lettre de la DPN portant AGMP (qui est plutôt à insérer dans le site des marchés Publics et dans un journal de large diffusion).

Par ailleurs, la revue des marchés d'appel d'offres relatif à l'acquisition de 06 véhicules pick-up 4x4 simple cabine, attribué à EMG UNIVERSAL AUTO, pour un montant de 137 700 000 F CFA HT/HD, à l'acquisition de pièces détachées, lubrifiants et pneumatiques, attribué à KEUR MAME DIARRA, pour un montant de 14 306 260 F CFA TTC, à l'acquisition en trois (03) lots distincts et indivisibles - LOT 1 : 06 véhicules types mono cabine 4x4 châssis haut – INFRUCTUEUX - LOT 2 : 02 véhicules double cabine 4x4 - CFAO MOTORS SENEGAL - 25 600 000 F HT/HD - LOT 3 : 01 camion de transport des troupes - EMG UNIVERSAL AUTO - 29 400 000 F CFA HT/HD, à la fourniture de matériel de communication attribué, à ARMURERIE DAKAROISE, pour un montant de 19.725.000 F CFA TTC, a permis de constater une insuffisance d'information sur la validité des pièces administratives. Ce faisant, il est difficile d'apprécier, sur la base des informations consignées dans le procès-verbal d'ouverture des plis, la pertinence ou non de la demande de renouvellement ou de conformités de certaines pièces.

La transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux candidats ou leurs représentants n'est pas effective, en violation des dispositions de l'article 67.4 du CMP.

L'examen des marchés relatifs à l'acquisition de pièces détachées, lubrifiants et pneumatiques, attribué à KEUR MAME DIARRA, pour un montant de 14 306 260 F CFA TTC, à la fourniture de matériel de communication, attribué à ARMURERIE DAKAROISE, pour un montant de 19.725.000 F CFA TTC, a permis de noter que la commission des marchés accorde aux soumissionnaires un délai de sept (7) jours, pour compléter leurs dossiers, alors que l'article 44.3 leur ouvre un délai au moins égal à celui imparti à l'Autorité contractante, pour prononcer l'attribution provisoire, pour l'exigibilité des pièces à fournir.



La procédure d'attribution de l'appel d'offre relatif à la fourniture de matériel de communication, attribué à ARMURERIE DAKAROISE, pour un montant de 19 725 000 F CFA TTC, établit que les critères de qualifications définis dans l'AAO, ont été examinées pour tous les candidats. Il convient de noter que ces critères de qualifications devraient d'abord être appliqués à l'entreprise dont l'offre a été déclarée conforme et classée première.

Les lettres d'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues, n'ont pas été établies en violation des dispositions de l'article 83.3 du CMP.

Enfin, nous avons noté le non-respect du délai de 15 jours suivant la notification du marché, pour la publication de l'avis d'attribution définitive stipulé à l'article 85 du CMP, car l'attribution définitive n'a été publiée que le 10 décembre 2013, soit plus d'un mois après la notification définitive du 05 novembre 2013, alors que ladite publication devrait intervenir le 21 novembre 2013.

#### **DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX :**

Au regard des dispositions de l'article 53 du CMP, nous avons constaté que la procédure déroulée n'est pas conforme car, le montant attribué pour le marché relatif à la fourniture de cartes de recharge pour téléphones satellitaires, attribué à ARMURERIE DAKAROISE, pour un montant de 18 974 400 F CFA TTC, est supérieur au marché pouvant être passé par la procédure de demande de renseignement et de prix.

Par ailleurs, l'examen des marchés relatifs à la fourniture de cartes de recharge pour téléphones satellitaires, attribué à ARMURERIE DAKAROISE, pour un montant de 18 974 400 F CFA TTC, à l'acquisition de fournitures de bureau et consommables informatiques - LOT N°1 : GIE DJIGUI-SO - 2.741.140 F CFA TTC - LOT N° 2 : Société BURO PLUS - 6.498.980 F CFA TTC, à l'acquisition de munitions pour le compte de la Direction des Parcs Nationaux - ARMURERIE DAKAROISE - 9.975.000 F CFA TTC, nous a permis de constater une carence dans le classement et l'archivage des documents.

En effet, les lettres de soumission des candidats exigés dans le cahier des charges ne sont pas classées, de même que la copie des NINEA et la lettre d'information du candidat non retenu, n'a pas été versée au dossier, en violation des dispositions de l'article 78.2 du CMP.

Les lettres de saisine des candidats short listées, ne mentionne pas toutes les sociétés qui en sont destinataires, en violation de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 29 mars 2009. Nous rappelons dans un souci de transparence, la bonne pratique voudrait que cette liste restreinte soit notifiée à l'ensemble des candidats.

L'examen de la DRP Acquisition de fournitures de bureau et consommables informatiques - LOT N°1 : GIE DJIGUI-SO - 2.741.140 F CFA TTC - LOT N° 2 : Société BURO PLUS - 6.498.980 F CFA TTC, nous a permis de constater que le PV d'ouverture des plis (qui a servi en même temps de rapport d'évaluation), ne s'est focalisé que sur la comparaison des prix, alors que le Cahier des Charges avait d'autres exigences de recevabilités des offres (Point 9.3 (f), Instructions aux Candidats, du Cahier des Charges).

Ainsi, la commission n'a pas formalisé la vérification des NINEA et des pièces exigées au point 9.3 des IC du cahier des charges, que les soumissionnaires devaient joindre obligatoirement, à leurs offres. En application des dispositions de l'article 78.2 et 78.3.b du CMP, l'attribution du marché, devrait être suivie par l'information des autres soumissionnaires du rejet de leurs offres et de la transmission du PV d'attribution à la DCMP, pour publication sur le site des marchés publics. Mais tel n'a pas été le cas.

## **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

### **AOO**

Veiller à inscrire les marchés au plan de passation conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Le même article prévoit que les projets de marché inscrit au Plan de Passation des Marchés (PPM), doivent figurer dans un Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) qui fait l'objet d'une publication, avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation, par les soins de l'Autorité contractante ;

Veiller au respect de l'article 39 du CMP, relatif à la convocation des membres de la commission ;

Veiller à indiquer la date limite de validité de chaque pièce administrative incriminée dans le procès-verbal d'ouverture des plis, pour faciliter l'appréciation de la conformité desdites pièces ;

Se conformer aux dispositions de l'article 44 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics, sur le délai de régularisation des pièces administratives ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 67.4 du CMP, sur la transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux candidats ;

Veiller à indiquer la date du rapport d'évaluation ;

Se conformer aux dispositions de l'article 64.1 du CMP, sur la déclaration du marché infructueux ;

Se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP, sur l'information des candidats non retenus, la mainlevée de leurs garanties de soumission et la publication d'un avis d'attribution provisoire ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 85 du CMP, sur la publication de l'avis d'attribution définitive ;

## **DRP**

Se conformer aux dispositions de l'article 53 du CMP, sur les seuils de passation des marchés ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 76 du CMP, sur les conditions pour passer une entente directe S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

Se conformer aux dispositions de la circulaire n° 004/PM/CAB/CP du 29 mars 2009, portant instructions sur la mise en œuvre des DRP, sur la mention de la liste restreinte des candidats présélectionnés, sur les lettres d'invitation ;

Veiller au respect des dispositions du point 9.3 des IC du cahier des charges, sur les pièces à fournir par les candidats ;

Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 du CMP, en informant les candidats évincés pour leur permettre d'exercer leur droit de recours ;

dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, notamment à son article 78 relatif à la Procédure de DRP, sur l'information des candidats non retenus et sur la publication du PV d'attribution sur le site des marchés publics ;

Veiller à la publication sur le site des marchés publics, de l'attribution des marchés conclus dans le cadre des DRP, en application des dispositions de l'article 78.3. (b) du CMP ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

**SECTION 5**  
**SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES**

<b>Rappel des recommandations</b>	<b>Actions entreprises par le MATCL ou DAGE MCL</b>	<b>Evaluation des actions entreprises</b>	<b>Plan d'action suggéré</b>	<b>Commentaires de l'autorité Contractante</b>
Veiller au respect des dispositions de la législation fiscale en vigueur	L'ensemble des contrats des marchés objet de notre revue n'ont pas été enregistrés	Recommandations partiellement mise en œuvre	Recommandation à reconduire	
Veiller au respect des dispositions de l'article 5 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.	Un manque de maîtrise dans l'analyse des besoins a été noté ce qui a pour conséquence une mauvaise élaboration du cahier des charges	Recommandations non mise en œuvre.	Recommandation à reconduire	
Veiller au respect des dispositions de l'article 78 alinéas 3b du décret 2011- 1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.	La transmission des procès-verbaux pour publication n'est toujours pas effective	Recommandation non mise en œuvre	Recommandation à reconduire	
Veiller au respect des dispositions de l'article 9 du	les pièces de règlement à savoir les titres de	Recommandations mise en œuvre	Recommandation à reconduire	

décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics et à archiver les copies des titres de créance et de certification.	créance et les titres de certifications ont été transmise mais sans le visa de l'Ordonnateur Délégué.	partiellement		
Veiller au respect des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.	L'évaluation des offres a été faite au regard du critère du prix sans une analyse de la capacité juridique des soumissionnaires	Recommandation non mise en œuvre.	Recommandation à reconduire	
Veiller au respect des dispositions de l'arrêté n°011586/MEF 8 du 27 Décembre 2007, et aux instructions de l'ARMP sur le classement et l'archivage.	Des efforts ont été faits mais les manquements dans l'archivage des documents de passation existent toujours	Recommandation partiellement mise en œuvre.	Recommandation à reconduire	

**SECTION 6**  
**STATISTIQUES DES ANOMALIES**



**TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

<b>Description</b>	<b>Acquisition de six (06) véhicules Pick-Up 4x4 simple cabine</b>	<b>Acquisition de pièces détachées, lubrifiants et pneumatiques</b>	<b>Acquisitions de deux (02) véhicules type mono cabine 4x4 (Lot 2) et d'un (01) camion de transport de troupe (Lot 3)</b>	<b>Fourniture de matériel de communication</b>
<b>Nature</b>	AOO	AOO	AOO	AOO
<b>Attributaires</b>	EMG UNIVERSAL AUTO	KEUR MAME DIARRA	Lot 2 : CFAO MOTORS SENEGAL Lot 3 : EMG UNIVERSAL AUTO	ARMURERIE DAKAROISE
<b>Montants en F CFA TTC</b>	137.700.000	14.306.260	Lot 2 : 25.600.000 F CFA Lot 3 : 29.400.000 F CFA	19725.000 FCFA
Le rapport d'évaluation n'est pas daté	✓	✓		✓
Violation de l'article 44 du CMP sur la transmission des pièces administrative	✓			
Violation de l'article 85 relatif à la publication de l'attribution définitive	✓	✓	✓	
Violations des dispositions de l'article 59 du CMP (non prise en comptes des critères du DAO)		✓		

Violation des dispositions de l'article 83.3 relatives à l'information des candidats non retenus		✓		✓
Violation des dispositions de l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la commission		✓	✓	
Violation des dispositions de l'article 83.3 relatives à la restitution des garanties de soumission	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité du classement des documents de passation des marchés.		✓	✓	✓

Description	Fourniture de cartes de recharge téléphone satellitaires	Acquisition de Fournitures de Bureau et Consommables informatiques	Acquisition de munitions
<b>Nature</b>	DRP	DRP	DRP
<b>Attributaires</b>	ARMURERIE DAKAROISE	Lot 1 : GIE DJIGUY-SO Lot 2 : BURO PLUS	ARMURERIE DAKAROISE
<b>Montants en F CFA TTC</b>	18.974.400	Lot 1 : 2.741.140 FCFA Lot23 : 6.498.980 F CFA	9.975.000
Violation de l'article 68 du CMP sur la vérification de la recevabilité des offres au regard des articles 44 et 45 du CMP	✓	✓	
Violation de l'article 85 relatif à la publication de l'attribution définitive		✓	✓
Violation de l'article 53 du CMP sur les seuils de passation des marchés	✓		
Violation de l'article 76 du CMP sur les conditions pour passer une entente directe	✓		
Violation des dispositions de l'article 59 du CMP (non prise en compte des critères du DAO)		✓	✓
Violation de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 29 mars 2009 portant instructions sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓
Violation des dispositions de l'article 78.3.(b) relatif à la publication sur le site des marchés publics des procès-verbaux d'attribution	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des documents	✓	✓	✓

## 7. ANNEXES

## **7.1 LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 8 juillet 2015

**Monsieur le Ministre  
de l'Environnement et  
du Développement Durable  
(MEDD)**

**Objet :** Transmission des Rapports Provisoires de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes de la DAGE et de la DPN du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable au titre de la gestion 2013

**Monsieur le Ministre,**

Nous vous prions de trouver ci-joint la version provisoire du rapport de la mission en objet pour examen en vue de la tenue d'une séance de travail, à votre convenance, au cours de la semaine du 8 au 14 juillet 2015.

Vos commentaires et observations sont attendus dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Veuillez agréer, **Monsieur le Ministre**, l'expression de notre parfaite considération.

**Ibra Guèye  
Directeur-Associé**



## **7.2 REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**



201

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

FF-00079  
N° MEDD/IAAF/SP

Dakar, le 18 AOUT 2015

*Le Ministre*

**CONFIDENTIEL**

**Objet :** Observations sur les rapports provisoires de la mission de revue  
Indépendante au titre de la gestion 2013

**Monsieur le Directeur Associé,**

En réponse à vos correspondances en date du 08 juillet 2015, je vous transmets, ci-joint, les observations de mon département sur les rapports provisoires de la mission de Revue indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes de la Direction de l'Administration générale et de l'Equipeement et de la Direction des Parcs nationaux du Ministère de l'Environnement et du Développement durable, au titre de la gestion 2013 .

Je vous souhaite bonne réception.

**Pièces jointes :**

- Observations de la DAGE du MEDD ;
- Observations de la DPN du MEDD ;
- ANO matériel de transport ;
- ANO matériel de communication ;
- Décharge remise de PV d'ouverture des plis ;
- Lettres de saisine DRP.

  
**LE MINISTRE**  
Abdoulaye BALDE

*A*

Monsieur Ibra GUEYE  
Directeur Associé  
Cabinet BSC

DAKAR



REPUBLIQUE DU SENEGAL  
Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

OBSERVATIONS DE LA DIRECTION DES PARCS NATIONAUX DU  
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT  
DURABLE

A la page 3 du rapport :

1. Réserves

a) Concernant le marché **N°DPN/2013/05/F** relatif à **l'acquisition de six (06) véhicules pick-up 4 x 4 double cabine au profit du Parc National de Niokolo Koba**, il est mentionné que, pour le PV d'ouverture des plis, le contrôle des pièces administratives annexées ne donne pas d'indications sur les dates d'expiration desdites pièces.

En effet sur ce point, le Président de la commission des marchés constate à l'ouverture des plis, en présence des soumissionnaires, si les pièces fournies sont conformes ou pas. Pour chaque pièce, il lit les dates d'émission et d'expiration. Ce qui lui permet de dire si la pièce est en cours de validité ou pas. Et en cas de non-conformité, il donne aux candidats concernés un délai en général de sept (07) jours pour compléter leurs pièces administratives.

Sur le second point, la vérification des pièces administratives requises pour être éligible à ce marché, a conduit la Commission à constater que la **CCBM Industries** devait renouveler l'attestation de l'Inspection Régionale du Travail. Ainsi, la commission a accordé un délai de sept (07) jours, à compter de la date d'ouverture des plis, aux soumissionnaires concernés pour qu'ils complètent leurs dossiers administratifs. Après épuisement du délai des sept (07) jours, la commission d'évaluation a décidé de ne pas retenir la CCBM Industries pour un examen détaillé au motif qu'il n'a rien fourni, conformément à l'article 43 alinéa f du Code des Marchés Publics qui précise que « Ne sont pas admises à prendre part aux marchés publics, quelque soit le mode de passation du marché, les personnes qui, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a eu lieu le lancement de la consultation, n'ont pas souscrit les déclarations leur incombant en matière fiscale et sociale, ou n'ont pas effectué le paiement des impôts, taxes et cotisations exigibles à cette date ».

b) Pour le marché **N°DPN/2013/01/F**, la même observation que pour le point ci-dessus a été faite. Cependant, à la différence du point avec lequel la comparaison est faite, aucun soumissionnaire n'a été éliminé pour l'examen préliminaire ce qui a permis de retenir les offres des trois (03) soumissionnaires qui ont fait l'objet d'évaluation.

c) Par lettre **N°003376/MEF/DCMP/DCV/60** du **26 juin 2013**, la DCMP a donné un avis de non objection pour **déclarer infructueux**, le **lot 1** du marché **N°DPN/2013/04/F** relatif à **l'acquisition de matériel de transport en trois (03) lots distincts et indivisibles au profit du Parc National de Niokolo Koba**. Dans cette même correspondance, elle avait demandé que le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) modifié lui soit adressé pour avis avant de procéder à la relance du marché. Pour satisfaire à cette exigence, le DAO modifié, a été envoyé à la DCMP ainsi que l'autorisation de la Commission de Contrôle des véhicules administratifs.

Page 4 du rapport :

d) Certes, la validation du marché **N°F-DPN-02** a connu beaucoup de retard, mais elle a été lancée après son insertion dans le Plan de Passation des Marchés (voir ANO de la DCMP en annexe).

Concernant le justificatif de la transmission des PV d'ouverture des plis, un registre est ouvert à cet effet au niveau de la Commission des marchés. Dans ce registre figurent, le dépôt des offres, la remise de PV et la présence des membres de la commission des marchés ainsi que les représentants des soumissionnaires).

e) Pour la Demande de Renseignement et des Prix (DRP) **N°14** relative à la fourniture de **cartes de recharges pour téléphone satellitaire au profit du Parc National de Niokolo koba** attribuée à la société **ARMURERIE DAKAROISE** pour un montant de : **18 974 400 CFA TTC**.

La procédure concurrentielle n'a pas été faite puisque les cartes de recharge pour les téléphones satellitaires Thuraya que nous avons sont de l'exclusivité de **la société Thuraya** qui a le monopole de la marque. C'est ainsi qu'après avoir acquis ces appareils, il revenait à la Direction des Parcs Nationaux de procéder à l'approvisionnement, en cartes de recharge des téléphones, pour leur mise en marche dans les différents postes de garde du Parc National de Niokolo koba et au



niveau des brigades mobiles de lutte anti-braconnage. Pour cette observation, il faut signaler que le concessionnaire retenu, à savoir THURAYA, a ses propres cartes qui sont spécifiques à ses téléphones et qu'en aucune façon les autres cartes des concurrents ne peuvent être utilisées.

**f) La DRP N° F-DPN-105 pour l'acquisition de fournitures de bureau (lot1) et consommables informatiques (lot 2) attribuée respectivement au GIE DJIGUI-SO pour un montant de 2 741 140 FCFA TTC et à la société BURO PLUS pour un montant de 6 498 980 FCFA TTC.**

La Direction des Parcs avait consulté par **lettres de saisine N°21, 22, 23, 24 et 25** du 11 mars 2013, cinq (05) candidats qui lui ont adressé des demandes d'agrément et qui figurent dans sa base de données, pour la fourniture des deux lots distincts. Sur cette base des cinq ciblés, trois (03) fournisseurs ont répondu.

Par rapport au NINEA, les candidats contactés à partir de la base des données avaient déposé leur copie en même temps que les lettres de demandes d'agrément.

**g) Pour la DRP relative à la fourniture de munitions pour le compte de la Direction des Parcs, attribuée à la société ARMURERIE DAKAROISE pour un montant de 9 975 000F CFA TTC.**

Les trois (03) fournisseurs d'armes et munitions au Sénégal ont été sélectionnés pour cette DRP considérée comme **marché secret**. Les candidats avaient été saisis confidentiellement par lettres n° 0067,0068, 0069 du 10 juin 2013. A la suite, seuls les deux (02) fournisseurs, Armurerie Dakaroise et HANE ont répondu. Le troisième candidat ETS CHERAULT ne s'est pas manifesté.

Enfin les observations sur le délai de publication de l'avis d'attribution définitive, les lettres d'informations aux candidats et la publication des marchés dans le site des marchés publics, seront prises en compte dans le futur.